



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 27 octobre 2021 – N° 5

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *M. Jean David, lauréat du prix du bénévolat en loisir et en sport Dollard-Morin.*
- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Souligner le 35^e anniversaire du Rendez-vous des Aînés.*
- Le député de Vachon sur le sujet suivant : *Tourisme Autochtone Québec célèbre son 30^e anniversaire !*
- Le député de Marquette sur le sujet suivant : *Souligner le décès de M. Pierre Lacroix, pompier de Lachine.*
- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *Huntingdon : mairesses et maires appréciés par leurs citoyennes et citoyens.*
- La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques sur le sujet suivant : *Les droits des personnes trans.*
- La députée de Jean-Talon sur le sujet suivant : *Le 40^e anniversaire de la CADEUL – Confédération des associations des étudiantes et étudiants de l’Université Laval.*
- La députée de Soulanges sur le sujet suivant : *Hommage à Monsieur Chartrand : Une légende de Saint-Lazare.*
- Le député de Richelieu sur le sujet suivant : *En reconnaissance du travail de Mme Marie-Josée Bourbonnais.*
- La députée de Westmount–Saint-Louis sur le sujet suivant : *Souligner le travail des CHSLD de Westmount–Saint-Louis.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Reprise du débat, ajourné le **26 octobre 2021**, sur la motion du premier ministre proposant que l'Assemblée approuve la politique générale du gouvernement.

Et sur les motions formulant un grief présentées par :

La cheffe de l'opposition officielle :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le premier ministre pour avoir présenté un bilan d'actions gouvernementales sans qu'il soit accompagné d'une réelle vision ambitieuse et innovante pour le futur du Québec et de solutions aux deux grandes crises auxquelles le Québec fait face : la lutte aux changements climatiques et la pénurie de main-d'œuvre.

La députée de Marguerite-Bourgeoys :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour l'absence de vision et de plan d'avenir pour l'essor de l'Enseignement supérieur au Québec.

Le député de Jonquière :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son manque de vision et d'ambition en matière de protection de l'environnement et de lutte contre les changements climatiques, ainsi que pour l'absence d'un plan sérieux et crédible pour faire face à l'urgence climatique.

La députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement de la Coalition avenir Québec pour son incapacité à identifier les causes qui fragilisent la santé mentale et le bien-être de nos jeunes adultes et à agir en cette matière.

La députée de Verdun :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son manque de cohérence en matière de lutte aux changements climatiques et l'absence d'un plan concret pour atteindre les cibles québécoises de réduction d'émission de GES.

Le député de Laurier-Dorion :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement de la Coalition avenir Québec pour son déni de la crise du logement touchant tout le Québec.

Le député de Mont-Royal-Outremont :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour le choc tarifaire que les ménages et les entreprises du Québec devront subir en avril 2022 en raison du bond substantiel que la facture d'électricité fera en pleine reprise économique.

La députée d'Iberville :

QUE l'Assemblée nationale blâme le premier ministre du Québec pour avoir instrumentalisé la pandémie pour justifier la non-réalisation de plusieurs de ses promesses électorales, en déclarant l'état d'urgence sanitaire, en s'appropriant des pouvoirs extraordinaires, en gouvernant par décrets, sans reddition de comptes.

La députée de Mercier :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement de la Coalition avenir Québec pour son manque de vision pour la nécessaire transition écologique de notre économie.

La députée de Gaspé :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son manque de vision et d'intérêt en matière de développement régional et d'occupation du territoire, notamment en ce qui a trait à la rétention et l'attraction des jeunes dans les régions du Québec.

Le député de Nelligan :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son manque de vision en matière économique et son refus systématique de reconnaître le problème n° 1 de nos entreprises, soit la pénurie de main-d'œuvre dans toutes les régions du Québec.

La députée de Rouyn-Noranda-Témiscamingue :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement de la Coalition avenir Québec pour son manque d'ambition à lutter contre la crise climatique et la crise de la biodiversité, deux crises indissociables l'une de l'autre.

La députée de l'Acadie :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son manque de vision pour soutenir les créateurs et le milieu culturel et pour préserver le patrimoine québécois.

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 1
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement
Présenté par le ministre de la Famille le **21 octobre 2021**
- 3) Projet de loi n° 2
Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil
Présenté le ministre de la Justice le **21 octobre 2021**
- 4) Projet de loi n° 3
Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier
Présenté par le ministre des Finances le **20 octobre 2021**
- 5) Projet de loi n° 4
Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances le **26 octobre 2021**
- 6) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**
- 7) Projet de loi n° 96
Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français
Présenté par le ministre responsable de la Langue française le 13 mai 2021
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **21 octobre 2021**

- 8) **Projet de loi n° 102**
Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **5 octobre 2021**
- 9) **Projet de loi n° 103**
Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement aux fins d'allègement du fardeau administratif
Présenté par la ministre déléguée à l'Économie le **6 octobre 2021**

Étude détaillée en commission

- 10) **Projet de loi n° 23**
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 11) **Projet de loi n° 39**
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 12) **Projet de loi n° 92**
Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et portant sur la formation des juges en ces matières
Présenté par le ministre de la Justice le 15 septembre 2021
Principe adopté le **22 septembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 13)** Projet de loi n° 101
Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le 9 juin 2021
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 5 octobre 2021
Principe adopté le **6 octobre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

Prise en considération de rapports de commissions

- 14)** Projet de loi n° 49
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 13 novembre 2019
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 27 avril 2021
Principe adopté le 25 mai 2021
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé le **7 octobre 2021** (amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 15)** Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 16)** Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**

- 17) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 18) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 19) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 20) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 21) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 22) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 23) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 24) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**

- 25) Projet de loi n° 394
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 octobre 2021**
- 26) Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 27) Projet de loi n° 398
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**
- 28) Projet de loi n° 399
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 29) Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 30) Projet de loi n° 491
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **12 novembre 2020**
- 31) Projet de loi n° 493
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 32) Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**

- 33) Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 34) Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 35) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d’instaurer la gratuité des services d’enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 36) Projet de loi n° 591
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l’accès à un emploi ou à un poste la connaissance d’une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 37) Projet de loi n° 592
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin d’accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **11 juin 2021**
- 38) Projet de loi n° 593
Loi modifiant l’âge requis pour posséder la qualité d’électeur
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **10 juin 2021**
- 39) Projet de loi n° 594
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 40) Projet de loi n° 595
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**

- 41) Projet de loi n° 596
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 42) Projet de loi n° 597
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**
- 43) Projet de loi n° 598
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 44) Projet de loi n° 599
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 45) Projet de loi n° 691
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 46) Projet de loi n° 692
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**
- 47) Projet de loi n° 693
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**
- 48) Projet de loi n° 694
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'un emploi supérieur
Présenté par le député de René-Lévesque le **10 juin 2021**

- 49) Projet de loi n° 695
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l'eau potable
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**
- 50) Projet de loi n° 697
Loi visant à renforcer la divulgation d'actes répréhensibles et la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par le député de Jonquière le **17 mars 2021**
- 51) Projet de loi n° 698
Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés des restaurateurs
Présenté par le député de Nelligan le **18 février 2021**
- 52) Projet de loi n° 699
Loi favorisant l'intégration des personnes immigrantes en prévoyant l'organisation de cérémonies d'accueil pour les nouveaux arrivants
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **1^{er} avril 2021**
- 53) Projet de loi n° 790
Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction afin d'équilibrer les rapports de force
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **15 avril 2021**
- 54) Projet de loi n° 791
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **30 septembre 2021**
- 55) Projet de loi n° 792
Loi renforçant la transparence des conseils municipaux
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **14 avril 2021**
- 56) Projet de loi n° 794
Loi modifiant la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec afin de favoriser la production et la circulation des informations statistiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **21 avril 2021**

- 57) Projet de loi n° 796
Loi sur l'Agence des infrastructures de transport du Québec
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **1^{er} juin 2021**
- 58) Projet de loi n° 797
Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions afin d'y intégrer l'entreprise à mission
Présenté par le député de Robert-Baldwin le **26 mai 2021**
- 59) Projet de loi n° 890
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études
Présenté par le député de Bonaventure le **27 mai 2021**
- 60) Projet de loi n° 893
Loi facilitant la mise en marché des produits des microdistillateurs et des microbrasseurs québécois
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda-Témiscamingue le **10 juin 2021**
- 61) Projet de loi n° 894
Loi interdisant la recherche et la production d'hydrocarbures
Présenté par la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques le **16 septembre 2021**
- 62) Projet de loi n° 896
Loi modifiant la Loi électorale afin de favoriser la parité entre les femmes et les hommes dans les candidatures au sein des partis politiques lors d'une élection générale
Présenté par le député de LaFontaine le **7 octobre 2021**
- 63) Projet de loi n° 897
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par le député de LaFontaine le **29 septembre 2021**
- 64) Projet de loi n° 898
Loi modifiant la Loi sur la santé publique afin de changer le mode de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence sanitaire
Présenté par la députée d'Iberville le **6 octobre 2021**

Étude détaillée en commission

- 65)** Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le 9 avril 2019
Principe adopté le **13 avril 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 66)** Projet de loi n° 793
Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le 26 mai 2021
Principe adopté le **10 juin 2021**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 67)** Projet de loi n° 217
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Adoption du principe

- 68)** Projet de loi n° 219
Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal (site de l'hôpital Royal Victoria) (*titre modifié*)
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le 11 novembre 2020
Rapport de la Commission des finances publiques déposé et adopté le
14 septembre 2021

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

VII. AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

[COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES](#)

[COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE](#)

[COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION](#)

[COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL](#)

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 103**, Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement aux fins d'allègement du fardeau administratif (mandat confié le 26 octobre 2021).

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières

- **Projet de loi n° 92**, Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et portant sur la formation des juges en ces matières (mandat confié le 20 octobre 2021).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 92**, Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et portant sur la formation des juges en ces matières (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 793**, Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 101**, Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 197**, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat réglementaire

- Interpellation du député de Robert-Baldwin au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le sujet suivant : *L'absence de leadership du gouvernement caquiste dans la Lutte aux changements climatiques et la nécessité de miser sur une économie verte pour la vitalité des régions du Québec* (avis donné le 21 octobre 2021).

COMMISSION SPÉCIALE SUR L'ÉVOLUTION DE LA
LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Étudier les enjeux reliés à l'élargissement de l'aide médicale à mourir pour les personnes en situation d'inaptitude et les personnes souffrant de problèmes de santé mentale (mandat confié le 20 octobre 2021).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 1) M. LeBel (Rimouski) – **20 octobre 2021**
Au gouvernement

Bien que le territoire soit vaste, les trois régions qui forment l'Est-du-Québec, le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, entretiennent des liens étroits. Souvent, des travailleurs bas-laurentiens ou gaspésiens traversent le fleuve pour exercer leur métier sur la Côte-Nord et vice versa.

Dans un pareil contexte d'échanges non seulement de main-d'œuvre, mais aussi de biens et services, on comprend rapidement l'importance primordiale des services de traversier entre les deux rives. Même avant le fiasco de l'acquisition du F.-A.-Gauthier, qui assure plutôt mal que bien la liaison Matane – Côte-Nord, un service comme celui de Rimouski – Forestville a prouvé son caractère essentiel.

La Société des traversiers a commandé une étude d'une entreprise privée pour évaluer les différents scénarios d'impacts advenant la fermeture de l'une, de l'autre ou des deux traversées de Rimouski–Forestville et de Trois-Pistoles–Les Escoumins. Permettez-moi d'abord un aparté pour remettre en question le choix de la STQ de publier le rapport en pleine campagne électorale municipale. On n'en était pas à un mois près et il aurait mieux valu attendre l'arrivée en poste de nouveaux élus municipaux avant de placer ce document sur le site de la société d'État.

Cela étant dit, je me demande aussi pourquoi l'étude a été lourdement caviardée. Je peux bien comprendre que certains éléments sensibles pour les entreprises nécessitent la confidentialité. Était-il cependant nécessaire d'oblitérer la totalité de la conclusion du rapport ? Ce manque de transparence, surtout venant de la STQ, dont la crédibilité est mise à mal par les péripéties du F.-A.-Gauthier, crée de l'inquiétude et différentes interprétations dans la communauté régionale, dans un moment où nous devrions tous nous concentrer sur la relance de la traverse Rimouski–Forestville, qui a dû suspendre ses activités pour la saison 2021.

Voici ma question :

Le gouvernement s'engage-t-il à ce que la STQ soit plus transparente sur ces conclusions sur l'avenir de nos traversiers et réitérer clairement ses intentions de relancer le service de navigation fluviale entre Rimouski et Forestville ?

2) Mme Charbonneau (Mille-Îles) – **21 octobre 2021**

Au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

À deux reprises, le premier ministre du Québec a créé de grandes attentes au sein de l'industrie et des communautés forestières en prenant l'engagement de modifier le régime forestier.

En 2020, après des mois d'attente, le gouvernement a annoncé de légères modifications qui ont déçu l'ensemble des acteurs forestiers.

En mai 2021, le ministre a fermé définitivement la porte à une modification législative du régime forestier pourtant souhaitée par l'ensemble des acteurs, et ce, sans offrir de réponses claires sur leurs motivations, en contravention directe avec l'engagement pris par le premier ministre.

Aujourd'hui, l'inquiétude et les préoccupations persistent. Les gens du milieu demandent, plus que jamais, une modification du régime forestier.

Est-ce que le ministre peut nous expliquer pourquoi le gouvernement a reculé sur l'engagement du premier ministre d'effectuer une grande réforme du régime forestier et comment compte-t-il assurer plus de prévisibilité pour l'industrie forestière dont dépendent près de 60 000 emplois au cœur de nos régions ?

3) M. LeBel (Rimouski) – **21 octobre 2021**

Au gouvernement

En 2021, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale déposera son plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC). Il s'agit d'un rendez-vous très attendu puisque cette année marque le 20^e anniversaire de la Politique de reconnaissance de l'action communautaire au Québec.

Le communautaire est un maillon essentiel du filet social. Ce mouvement compte 4 000 organismes dans toutes les régions du Québec et contribue à maintenir 60 000 salariés qui correspondent à 1,4 % de l'ensemble des emplois dans la province. Les usagés représentent un million de personnes qui sont touchées par diverses formes de difficultés. Les associations communautaires agissent à différents niveaux principalement sur la défense des droits individuels et collectifs et offrent des services dans différents secteurs tels que la santé et les services sociaux, la lutte contre la pauvreté et au décrochage, l'alphabétisation, le développement social, le logement, le travail de rue, etc. Ces organismes ont été les acteurs clés lors de la pandémie puisqu'ils ont joué un rôle essentiel durant cette période extrêmement difficile pour des milliers de Québécoises et Québécois.

Évidemment, dans ce contexte où les impacts de la pandémie et des mesures sanitaires se feront sentir pour plusieurs années encore, le sous-financement devient plus difficile que jamais à supporter pour ces ressources humaines qui œuvrent dans le milieu communautaire et qui tiennent à bout de bras l'organisme. Cette problématique a des impacts sérieux à différents niveaux sur le maintien des activités de l'ensemble des associations, par exemple :

- Les conditions de travail sont précaires et en dessous de la moyenne québécoise ;
- La rétention de la main-d'œuvre est un défi colossal puisque les salaires et les avantages sociaux ne sont pas compétitifs ;
- Les ressources humaines sont à bout de souffle. Malheureusement, cette situation mène trop souvent à l'épuisement professionnel ;
- La gestion des bénévoles est devenue complexe avec l'arrivée de la pandémie puisque les ressources doivent régir le passeport vaccinal au sein de l'organisme.

Les systèmes de santé et d'éducation ont retenu notre attention depuis plus d'un an et il est indispensable de considérer la contribution du milieu communautaire qui œuvre dans différents secteurs d'activité de notre société.

Ma question est la suivante :

Les organismes d'action communautaire autonome sont des acteurs essentiels dans la relance post-pandémie. Est-ce que le gouvernement compte indexer annuellement les subventions à la mission globale des organismes communautaires ? Est-ce qu'il répondra favorablement à la demande de 460 millions \$ formulée par les organismes d'action communautaire autonome, tout en respectant leur autonomie et leur capacité d'agir dans le but de réduire les inégalités socioéconomiques et d'offrir des services publics universels, gratuits et de qualité ?

- 4) **Mme Sauvé (Fabre) – 21 octobre 2021**
À la ministre responsable des Aînés et des Proches Aidants

Au printemps 2020, le gouvernement annonçait la création d'une formation accélérée rémunérée afin de recruter 1 0 000 préposés aux bénéficiaires. En échange, les préposés devaient travailler en CHSLD pour une durée d'au moins un an.

Est-ce que la ministre peut nous indiquer :

- Le nombre de préposés qui ont complété la formation accélérée, ventilé par CISSS/CIUSSS ;
- Le nombre de préposés qui ont intégré un CHSLD, ventilé par CISSS/CIUSSS ;
- Le nombre de préposés qui sont toujours à l'emploi d'un CHSLD en date du 1er octobre 2021, ventilé par CISSS/CIUSSS ;
- Le nombre de préposés qui sont en arrêt de travail, ventilé par CISSS/CIUSSS ;
- Le nombre de préposés qui ont quitté leur poste, ventilé par CISSS/CIUSSS ;
- Le nombre de préposés qui ont remboursé leur formation, ventilé par CISSS/CIUSSS ;
- Le nombre de préposés qui devront rembourser leur formation, ventilé par CISSS/CIUSSS.

- 5) **Mme Nichols (Vaudreuil) – 21 octobre 2021**
À la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Le rapport annuel de gestion 2020-2021 du Tribunal administratif du logement (TAL) fait état d'une hausse importante des délais auxquels sont confrontés les citoyens qui ont recours à cette instance.

Pour les années 2019-2020 à 2020-2021, les délais pour être entendu devant le Tribunal administratif du logement a grimpé de 40 %, ce qui signifie, en pratique, que les temps d'attente sont passés d'environ trois mois et demi en 2019-2020, à tout près de cinq mois l'année suivante.

Pour les dossiers associés à des causes de fixation et révision du loyer, les locataires passaient 6 mois, en moyenne, en 2019-2020, à plus d'un an en 2020-2021 et c'est sans mentionner l'allongement des temps d'attente pour les causes civiles urgentes.

Alors que nos voisins de l'Ontario se font offrir un service judiciaire avec un délai décent de quelques semaines, ici au Québec, la situation empire et la pandémie de la COVID-19 semble être la raison universellement utilisée pour justifier toute problématique incluant les délais beaucoup trop longs.

Que compte faire la ministre afin de réduire les délais au Tribunal administratif du logement, et ce, dès cette année ?

6) M. Fortin (Pontiac) – **26 octobre 2021**
Au ministre des Transports

Cet été, plusieurs articles dans les médias ont fait état d'un nouveau phénomène de relâchement inquiétant du port de la ceinture de sécurité dans les véhicules routiers.

En effet, l'an dernier, c'est plus du tiers des personnes décédées sur les routes du Québec qui n'avaient pas bouclé leur ceinture. Il s'agissait d'une importante hausse en comparaison à l'année précédente.

Rappelons que le port de la ceinture de sécurité sauve des vies et que les bienfaits de cette pratique sont largement documentés et éprouvés.

Selon plusieurs experts, il semble que ce relâchement soit dû à un oubli ou à un désintérêt des bonnes pratiques, possiblement faute de sensibilisation. La dernière campagne de sensibilisation sur le port de la ceinture de sécurité remonte à 2018.

La Société de l'assurance automobile (SAAQ) mentionne qu'elle souhaite attendre de voir si 2020 était une année atypique pour prévoir des actions. Toutefois, cette attente nous semble difficile à justifier.

D'autres statistiques ont démontré qu'en raison du télétravail et des changements de comportements dus à la pandémie, il y a eu moins d'accidents, mais que ceux-ci étaient plus mortels. Certains patrouilleurs faisaient mention que la baisse de la congestion incitait les conducteurs à rouler plus vite.

Chaque blessure grave ou décès en lien avec la non-utilisation de la ceinture de sécurité en est une de trop et c'est inacceptable. La sécurité routière est un sujet qui nous interpelle tous.

Est-ce que le ministre peut nous dire ce qu'il compte faire pour contrer le relâchement constaté sur le plan du port de la ceinture de sécurité ?

7) M. Fortin (Pontiac) – **26 octobre 2021**
Au ministre des Transports

En janvier 2020, un des hélicoptères de la Sûreté du Québec s'écrasait pendant une intervention de recherche de victimes d'un accident de motoneige au Saguenay.

Huit mois plus tard, en août 2020, le gouvernement achetait un hélicoptère, Airbus H145 usagé, de gré à gré, sans passer par un appel d'offres.

Un an plus tard, des négociations de gré à gré avaient lieu pour l'achat de deux hélicoptères de modèle Bell 412.

Selon les pilotes affectés, en procédant de cette façon, le gouvernement s'empêche d'explorer des avenues qui permettraient d'acquérir des appareils répondants à leurs besoins opérationnels. Par exemple, le modèle 412 n'aurait pas la capacité de « maintenir un vol stationnaire » si un moteur tombait en panne.

Près de deux ans plus tard, la flotte sera constituée de deux modèles différents. Les pilotes critiquent le manque d'uniformisation qui, lors de conditions difficiles, pourrait augmenter les risques d'erreurs de pilotage.

Dans les trois cas, il était question de contrats de plusieurs dizaines de millions de dollars. Le gouvernement plaidait l'urgence d'agir alors que l'on constate que les processus de gré à gré ont pris plusieurs mois.

Pourtant, les processus et les avantages des appels d'offres sont clairs. Le gouvernement a développé une expertise en acquisition de biens et services afin d'investir convenablement l'argent des contribuables.

Est-ce que le ministre peut nous indiquer s'il aurait été possible de faire des appels d'offres, et pourquoi ne pas l'avoir fait directement et formellement ?

Quelle était l'urgence justifiée pour réaliser ces achats en gré à gré ?

Est-ce que le ministre peut nous dire comment, sans appel d'offres, il peut garantir qu'il s'agit du meilleur choix pour combler les besoins, au meilleur prix avec les meilleurs délais ?

8) M. LeBel (Rimouski) – **26 octobre 2021**
Au gouvernement

La Coalition nationale pour la tarification sociale en transport est un regroupement d'organismes communautaires de plusieurs régions du Québec qui réclame une tarification sociale pour le transport en commun.

Plusieurs enjeux d'exclusion sociale attirent l'attention de ces groupes :

- Sans service adéquat et accessible de transport collectif, les personnes en situation de pauvreté ne peuvent peu ou pas s'épanouir dans leurs relations sociales puisqu'elles doivent limiter leurs contacts.
- L'inaccessibilité du service aux personnes en situation de pauvreté empêche les gens d'exercer leurs droits au travail, à l'éducation et à la santé.
- La tarification universelle restreint l'accès au service pour les personnes en situation de pauvreté.
- Plusieurs communautés rurales ne disposent pas de service de transport collectif ou celui-ci reste très limité.

Il devient évident que d'offrir une tarification sociale basée sur le revenu et la capacité de payer des usagers pour le transport des personnes constitue une question de qualité de vie et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Ma question :

Afin d'assurer la pérennité des services de transport collectif, le respect et la dignité de la personne, le gouvernement peut-il s'engager à bonifier son apport financier auprès des municipalités afin de leur permettre d'offrir une tarification sociale pour le transport en commun (régulier et adapté) dans les régions du Québec ?

- 9) M. Rousselle (Vimont) – **26 octobre 2021**
À la ministre de la Sécurité publique

La recrudescence de la violence par armes à feu au Québec et la multiplication des fusillades dans les derniers mois inquiètent, à juste titre, les différents corps d'agents de la paix, qui craignent pour leur sécurité.

Les contrôleurs routiers sont les seuls agents de la paix qui ne disposent pas d'une arme de service.

Pourtant, ils sont appelés à intervenir dans des situations dangereuses. Le gouvernement juge d'ailleurs leur travail assez dangereux pour qu'une veste pare-balle fasse partie de leur uniforme. Toutefois, les contrôleurs routiers sont limités à un bâton et à du poivre de cayenne lors de leurs interventions, et ce, en dépit d'un cours de maniement d'armes.

Sachant qu'ils interviennent auprès des véhicules lourds, et que ceux-ci peuvent contenir des marchandises destinées au marché illicite, il y a lieu de se préoccuper de leur sécurité.

Est-ce que la ministre peut nous dire quelle est la position du gouvernement face à la demande du port d'arme formulée par la Fraternité des constables du contrôle routier du Québec ?

De plus, est-ce que la ministre juge que les contrôleurs routiers sont adéquatement équipés pour exercer leur travail de façon sécuritaire ?

- 10) M. Leduc (Hochelaga-Maisonneuve) – **26 octobre 2021**
À la ministre de l'Éducation supérieure

En juin 2019, le gouvernement a décidé d'élargir le Programme de bourses de soutien à la persévérance et à la réussite des stagiaires, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, en y incluant de nouveaux programmes. Les stagiaires en propédeutique de la maîtrise en travail social n'ont malheureusement pas été inclus dans cette liste. Ce qui est surprenant, c'est que leurs collègues au baccalauréat en travail social, qui effectuent des stages à toute fin pratique identiques, eux, y ont accès.

Il s'agit d'un montant de 2 700 \$ auxquels ces étudiants n'ont pas droit. Il faut comprendre que le stage qu'effectuent ces derniers occupe 4 jours par semaine, ce qui s'ajoute aux autres cours. Il est donc très difficile d'occuper un emploi en plus de ces exigences. Et c'est sans parler des étudiants ayant, en plus, une personne à charge.

Considérant ce qui précède,

1. La ministre de l'Éducation supérieure peut-elle nous expliquer pourquoi elle n'a pas inclus le programme en propédeutique de la maîtrise en travail social dans le programme de soutien à la persévérance et à la réussite des stagiaires ?
2. Reviendra-t-elle sur cette décision et y inclura-t-elle ce programme, et ce, dès la session d'hiver 2022 ?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 26 octobre 2021
Loi visant à faciliter le déroulement des prochaines élections générales provinciales dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 et modifiant la Loi électorale – *ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Réforme électorale.*

Projets de loi publics au nom des députés

- b) 21 octobre 2021
Loi instituant le Fonds de transition juste – *député de Jonquière.*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions – *ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale.*
- bb) Loi pour une meilleure qualité de l'air – *député de Jean-Lesage.*